



(à venir)



Info'Com-CGT de la SNC L'Equipe solidaire de la journée sans presse

Survivre à Sarkosy, Mourir sous Hollande?

Tous dans l'action le 4 juillet.

pour l'information et ses emplois

Des licenciements sous l'omerta patronale

ilpac-CG1

Hersant est membre du syndicat patronal de la presse quotidienne, comme tous les patrons de presse. Ils sont complices de Philippe Hersant dans sa croisade destructrice :

Mise en redressement judiciaire de toute la presse normande, dont Paris Normandie, avec l'échéance du 20 juillet pour une éventuelle liquidation par le tribunal de commerce.

Chantage aux licenciements (670) auprès des autres titres du groupe Hersant (L'Union de Reims, Est Eclair, L'Aisne Nouvelle, Libération Champagne, Nice Matin, La Provence).

Exilé en Suisse avec son gros tas d'or accumulé par l'héritage familial, Philippe Hersant jouit de l'impunité totale pour investir les aides à la presse nationale dans son groupe suisse!

« Laissez-vous licencier! » Voilà le mot d'ordre des patrons

La liste est longue des licenciements en cours, qu'ils prennent la forme de destruction de postes, de plans de départs réputés « volontaires », de ruptures conventionnelles, de fermetures, d'externalisations. Leur arme de conviction ? La peur.

Certains gobent tout cru le slogan patronal : « laissez-vous licencier! » Rossel, repreneur du groupe Hersant, s'est cru autorisé à appeler « négociation sociale » son exigence non négociable de 670 licenciements. Du pur chantage. La manœuvre était grosse : Rossel incite les salariés non visés dans un premier temps à dire aux autres : « laissez-vous licencier ». Comme si, demain, Rossel, toujours aux aguets, n'allait pas s'occuper de leur sort par les restructurations à venir.

Cette fièvre du licenciement et du passage en force touche tous les groupes, avec l'approbation du syndicat patronal de la presse quotidienne régionale (SPQR), claquemuré dans les beaux quartiers parisiens, place des Etats-Unis, mais qui n'en perd pas une miette.

« Tous vers le numérique! » Les patrons de presse, sans projet, appliquent ce dogme

Obéissant à l'Etat stratège qui distribue les aides à la presse dans la mesure où les destructions dans le papier imprimé libèrent des capitaux à investir dans le numérique, les patrons de presse condamnent la source de création de valeurs qu'est la presse papier.

Saisis par le dogme libéral, circonvenus par les banques et les grands industriels, les patrons de presse veulent en finir avec l'information pluraliste en détruisant ses emplois.

Les uns ont déjà mis en place un modèle économique papier-numérique qui verse la presse dans le monde de l'hyper concurrence où l'information n'existe que par sa rentabilité immédiate.

Les autres courent volontairement à la perte de titres par leur appui inconsidéré à une vaste concentration. L'unique groupe multi média qui en résultera leur aura été fatal.

Le gouvernement ? Aux demandes d'appui venues de toute part pour s'opposer aux licenciements et à la toute-puissance patronale, il répond lui aussi « laissez-vous licencier ». Et il met en place son austérité liée au nouveau traité européen qu'il vient d'approuver.

Se battre de façon unitaire et solidaire! Agir ensemble pour l'emploi et l'information!

La Filpac CGT, elle, ne considère pas qu'elle doive jouer le rôle de syndicat supplétif d'une telle politique, au nom même des intérêts de ses adhérents et de tous les salariés.

Contre une politique de destruction des emplois et de concentration de l'information entre les mains de quelques banquiers et grands industriels, la Filpac CGT appelle à l'action. La défense de l'emploi et la défense de l'information indépendante et pluraliste marchent ensemble.

Elles sont au cœur de la grève et de la non-parution des datés du 5 juillet. La Filpac CGT appelle tous les salariés à la solidarité, comme elle alerte les autres syndicats sur la nécessité de l'unité.